Tanzanie : HRW et Amnesty International dénoncent les dérives du régime

RFI,Â 29-10-2019 Human Rights Watch et Amnesty International dÃ©noncent ensemble la dÃ©rive du rÃ©gime tanzanien. Les deux organisations ont prÃ©sentÃ© lundi 28 octobre deux rapports dÃ©nonÃ§ant les abus du pouvoir pour museler les libertÃ©s dâ€™expression, dâ€™opinion ou encore dâ€™assemblÃ©e.

Le prÃ©sident John Magufuli [Photo] est dÃ©crit comme Ã©tant au centre de ce systÃ¨me rÃ©pressif. De fait, Amnesty et Human Rights Watch dÃ©noncent de concert un durcissement du prÃ©sident tanzanien. DepuisÂ son Ã©lection en 2015, son rÃ©gime sâ€™en prend de plus en plus aux journalistes, bloggers, dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme et opposants. Joint RFI, Roland Ebole, chercheur Ã Amnesty, dÃ©crit toute une sÃ©rie dâ€™outils destinÃ©e Ã restreindre les libertÃ©s. Â«Â Les prÃ©voient de lourdes amendes et cela contraint les gens Ã tout faire pour Ã©viter de commettre une infraction. Il y a des licences trÃ¨s chÃ¨res Ã obtenir comme celle par exemple pour crÃ©er un blog. Cela empÃªche les gens dâ€™utiliser leur liber dâ€™expression. La police vous surveille. Il y a des descentes chez les mÃ©dias, des interdictions de diffuser. Il y a des attaques physiques. Le pouvoir soit reste silencieux, soit parle de brebis galeuses chez les forces de sÃ©curitÃ©. Si câ€™Ã©tai cas, on aurait tous types de victimes. Or, lÃ , câ€™est une politique dÃ©libÃ©rÃ©e et ce sont les critiques du rÃ©gime qui sont On voit lÃ une tendance trÃ¨s claireÂ Â», explique-t-il. Services secrets, immigration, police, autoritÃ© de communication et autres institutions sont utilisÃ©es pour appliquer la rÃ©pression. RÃ©sultatÂ : le climat sâ€™est fortement alourdi. Â«Â Un clim peur sâ€™est installÃ©. Les gens ne parlent plus librement. La sociÃ©tÃ© civile craint de dÃ©noncer certaines choses et de vo gouvernement sâ€™en prendre Ã elle. Les mÃ©dias ne couvrent plus certains problÃ¨mes importants du pays. On a une autocensure qui sâ€™ajoute Ã la censure dÃ©jÃ appliquÃ©e par les autoritÃ©sÂ Â», souligne, de son cÃ´tÃ©, Oryem Nyeko, Human Rights Watch. Les ONG demandent au pouvoir de revoir ses lois rÃ©pressives, dâ€™arrÃªter de harceler ceux qui le critiquent. Sans grand espoir de voir le rÃ©gime changer, elles espÃ¨rent une pression internationale de plus en plus forte.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});